



EchoGéo
Sur le Vif | 2007

60 ans d'Union Indienne ?

Dalal Benbabaali



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/1685>

DOI : 10.4000/echogeo.1685

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Dalal Benbabaali, « 60 ans d'Union Indienne ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 09 octobre 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/1685> ; DOI : 10.4000/echogeo.1685

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

60 ans d'Union Indienne ?

Dalal Benbabaali

Introduction

- 1 15 août 2007, Etat du Meghalaya, Nord-Est de l'Inde. Des écoliers de la tribu Khasi entament avec enthousiasme l'hymne national, écrit en bengali, devant le drapeau hissé par le préfet de district, un haut fonctionnaire originaire d'Inde du Sud et issu d'une caste intouchable. Dans un Etat qui, jusque récemment, était en proie à des mouvements sécessionnistes, cette célébration du 60e anniversaire de l'indépendance de l'Inde offre tous les signes d'une intégration nationale réussie. Des enfants de « tribus répertoriées » (*Scheduled Tribes*), parlant khasi, mais chantant dans la langue du poète bengali Rabindranath Tagore ; une cérémonie présidée par un membre de l'*Indian Administrative Service* ayant accédé à ce poste prestigieux grâce aux quotas pour « castes répertoriées » (*Scheduled Castes*), et travaillant au service de populations culturellement très différentes de celles de sa région d'origine.
- 2 « L'unité dans la diversité », tel est le credo de l'Inde indépendante, dont la désignation officielle, Union Indienne, souligne le caractère à la fois unitaire et fédéral. Formée de 28 Etats et de 7 Territoires de l'Union, l'Inde reconnaît 18 langues constitutionnelles mais plusieurs centaines de dialectes sont parlés sur son territoire. En se déclarant « séculariste »¹, la République indienne met sur un pied d'égalité toutes les religions sans qu'aucune d'elle ne soit officielle. La Constitution garantit par ailleurs aux castes et tribus répertoriées des quotas dans les assemblées élues, dans l'éducation et dans les emplois du secteur public. Cette politique de discrimination positive, destinée à compenser le « retard » économique et social de ces populations traditionnellement opprimées, fut élargie par la suite aux autres classes défavorisées (*Other Backward Classes*).
- 3 L'intégration nationale, dans son sens à la fois spatial et social, est une tâche double : l'unité d'un pays aussi vaste et divers que l'Inde nécessite non seulement d'assurer la cohésion territoriale, mais aussi et peut-être surtout la cohésion sociale, afin de dépasser les clivages verticaux (système hiérarchique des castes, classes sociales) et horizontaux (groupes ethniques, linguistiques, communautés religieuses) qui divisent la société indienne. Après soixante ans d'indépendance, où en est le processus d'intégration nationale ? La démocratie parlementaire et les efforts de développement ont-ils bénéficié

à l'ensemble des territoires et des populations de l'Union ? Certainement pas de manière égale. La persistance des séparatismes (notamment au Cachemire et dans le Nord-Est), les guérillas « naxalites », les conflits de caste et les émeutes interconfessionnelles rappellent de manière criante que l'unité nationale passe avant tout par la résolution des inégalités, aussi bien spatiales que sociales. La concentration des richesses sur certains espaces privilégiés et entre les mains d'une frange restreinte de la population soulève une question en rupture avec la rhétorique unitaire : soixante ans après, quels sont finalement les grands bénéficiaires de l'Inde indépendante ?

1. La rhétorique nationaliste de l'unité indienne 1.1. « Diviser pour régner » : la politique britannique de *Divide and Rule*

- 4 L'historiographie coloniale tendait à souligner le rôle unificateur de l'Empire britannique en présentant l'Inde, non comme une nation, mais comme un ensemble disparate de territoires plus ou moins autonomes et de populations divisées par la langue, la religion et la caste. Si la colonisation britannique a effectivement réussi à mettre en place une administration intégrée sur la majeure partie du sous-continent, elle n'a perduré, selon l'historiographie nationaliste, que grâce à une politique subtile d'exploitation des dissensions internes. Un courant récent va même jusqu'à rendre les Anglais responsables d'avoir « inventé » la caste (Dirks, 2001). Par le biais du recensement notamment, l'administration britannique aurait contribué à cristalliser les identités de caste et à rendre rigide une catégorie qui jusqu'alors ne constituait qu'une forme d'organisation sociale parmi d'autres.
- 5 Après avoir encouragé les Brahmanes lettrés à investir massivement les emplois administratifs, le régime britannique, inquiet du rôle croissant de ces élites dans le mouvement nationaliste, se tourna vers les castes non-Brahmanes revendiquant un meilleur accès à l'éducation et aux emplois publics. Le mouvement non-Brahmane fut particulièrement vigoureux dans la Présidence de Madras, et s'accompagna de revendications séparatistes tamoules, que les autorités coloniales exploitèrent pour assurer leur hégémonie dans la province (Irschick, 1969).
- 6 Le régime britannique fut souvent accusé de jouer la carte des minorités afin de maintenir la population divisée. La mise en place d'électorats séparés pour les musulmans² et autres minorités religieuses fit craindre aux chefs nationalistes un affaiblissement du mouvement d'indépendance (Nehru, 1946). Gandhi s'inquiéta quant à lui de la volonté du régime d'instaurer un électorat séparé pour les Intouchables³, les désolidarisant du reste de la population hindoue. Il entama un jeûne jusqu'à ce que la proposition fût retirée.

1.2. La lutte pour l'indépendance : un mouvement national ou élitiste ?

- 7 L'histoire officielle de l'Inde indépendante insiste sur le caractère unitaire et national du mouvement d'émancipation, en opposant d'une part les intérêts impérialistes, d'autre part les intérêts du peuple indien dans son ensemble. Ce faisant, elle tend à ignorer les contradictions internes à la société indienne, aussi bien en termes de classes que de castes. L'historiographie marxiste (Desai, 2005) se démarque de cette analyse en soulevant le problème de la participation des classes populaires au mouvement d'indépendance, orchestré par une élite urbaine et anglophone au sein du Congrès National Indien.
- 8 Les *Subaltern Studies*, courant historiographique développé au début des années 1980, renvoient dos à dos les élites indienne et coloniale et les opposent aux groupes dominés ou « subalternes ». Cette nouvelle histoire « par le bas » rompt avec le paradigme de l'unité nationale créée par le mouvement de libération : « Il s'agissait d'en finir avec le

métarécit élitiste de l'unanimité sociale du mouvement nationaliste, qui sert de mythe d'origine à l'Etat bourgeois de l'Inde indépendante, en montrant que l'élite avait construit sa victoire sur la négation de son Autre, le peuple des dominés » (Pouchepadass, 2000).

- 9 Le caractère unitaire du mouvement d'indépendance fut également remis en cause par la poussée du « communalisme »⁴ en son sein. Alors qu'hindous et musulmans avaient combattu ensemble lors de la révolte des Cipayes en 1857, l'antagonisme religieux commença à se développer à la fin du siècle. Si le Congrès National Indien affichait un programme « séculariste », sa composante hindoue, majoritaire, chercha peu à peu à affirmer sa suprématie, notamment à travers l'idéologie « revivaliste » (Chandra, 1989). Lorsque Jinnah prit la tête de la Ligue Musulmane, celle-ci s'était radicalisée, et la demande d'un Etat séparé pour les musulmans aboutit à la création du Pakistan, sous le patronage du dernier Vice-Roi, Lord Mountbatten.

1.3. La Partition : fin de l'unité indienne ou nouvelle unité fondée sur l'hindouisme ?

- 10 « Ainsi l'Inde gagna sa liberté mais perdit son unité », tel est le regret exprimé par Maulana Azad, nationaliste musulman, Président du Congrès jusqu'en 1946 (Azad, 1988). Ce fut pour lui et pour de nombreux nationalistes indiens la fin d'un rêve : celui d'une Inde indépendante et unie. Le Pakistan fut créé le 14 août et l'indépendance de l'Inde déclarée le 15 août 1947. Les massacres interconfessionnels qui suivirent la Partition laissèrent des séquelles profondes dans la société indienne et semblaient compromettre la cohabitation harmonieuse de la communauté hindoue et des musulmans restés en Inde.
- 11 La justification idéologique de la Partition reposait sur la « théorie des deux nations », lancée par Jinnah mais reprise par le nationaliste conservateur Sardar Patel, selon laquelle hindous et musulmans de l'Inde forment deux nations distinctes qui ne sauraient coexister sur un même territoire. Si l'Islam devait clairement constituer le ciment de la nouvelle entité pakistanaise, le rôle unificateur de l'hindouisme en Inde était sujet à controverse. Les membres de l'Assemblée Constituante, et notamment le leader intouchable Ambedkar, préférèrent miser sur le sécularisme comme garant de l'unité nationale.
- 12 Au traumatisme de la Partition s'ajouta le problème de l'intégration des Etats princiers autonomes. L'extrême fragmentation du territoire hérité de l'Empire britannique faisait craindre l'implosion de l'Inde⁵. Si le nouvel Etat indépendant réussit à contrer ces tendances centrifuges, il ne parvint pas à régler la question du Cachemire, revendiqué par le Pakistan car peuplé majoritairement de musulmans, mais rattaché à l'Inde par volonté de son Maharaja hindou. Cette pomme de discorde héritée de la Partition fait peser aujourd'hui encore la menace sécessionniste sur le territoire indien, dont l'intégrité continue d'être en jeu.

1.4. L'ère du Congrès : « coalition des extrêmes » ou coalition des élites ?

- 13 Paul Brass parle d'une « coalition des extrêmes » au sein du Congrès, regroupant les hautes castes et les Intouchables, mais également les musulmans, car le parti apparaissait comme défenseur du sécularisme propre à les protéger de la majorité hindoue (Jaffrelot, 2005). Le Congrès parvint à séduire les Intouchables en systématisant la politique des quotas introduite par les Britanniques, et en cooptant les leaders Dalits. Toutefois, l'expression de Brass est trompeuse car elle suggère que les deux pôles de la coalition sociale pesaient du même poids, alors que les Dalits du Congrès se trouvaient généralement dans la dépendance de leurs patrons de haute caste.

- 14 Le système congressiste reposait en réalité sur une coalition des élites, maintenue par un dispositif clientéliste. Les milieux d'affaires s'étaient très tôt associés à l'intelligentsia nationaliste, et après l'indépendance l'élite rurale des propriétaires fonciers s'allia à son tour à ce tandem initial. Cette collaboration des élites possédantes établit une « démocratie conservatrice » (Jaffrelot, 1998), qui reposait sur le patronage des couches populaires par les castes dominantes, jouant de leur influence locale et de leurs dons financiers pour obtenir un soutien électoral. Ce système permit au Parti du Congrès de maintenir son hégémonie pendant près de trois décennies. Cette domination sans partage du Congrès était considérée par Nehru lui-même comme essentielle pour la survie de l'Union. La déclaration de l'état d'urgence par Indira Gandhi et l'échec de celle-ci aux élections de 1977 mirent fin à l'ère du Congrès. La montée consécutive des partis régionaux et des mouvements indépendantistes rendirent l'unité nationale de plus en plus fragile.

2. L'unité nationale malade des inégalités : facteurs de division de la société indienne

2.1. Disparités régionales et séparatismes

- 15 Les mouvements sécessionnistes qui secouent l'Inde de manière périodique, notamment dans le Nord-Est, soulèvent le problème de l'intégration de certains espaces périphériques et de peuples aux forts particularismes ethniques et culturels, se jugeant négligés ou dominés. Les Etats du Nord-Est font partie des plus pauvres de l'Inde. Les inégalités de développement sont sources de ressentiment vis-à-vis du gouvernement central, perçu comme un pouvoir quasi colonial cherchant à assimiler des populations vivant à la marge en niant leurs identités propres (Bhaumik, 2004).
- 16 Le séparatisme se nourrit également des tensions religieuses, comme au Punjab, où des mouvements autonomistes revendiquèrent la création d'un Etat sikh indépendant dans les années 1980. L'affirmation de l'identité sikhe, au-delà de sa dimension religieuse, recouvrait un ethnonationalisme blessé depuis la Partition qui déchira le Punjab. Le Cachemire connut également une escalade de la violence sous l'impulsion de différentes organisations, certaines demandant le rattachement au Pakistan, tandis que d'autres exigeaient l'indépendance. Parmi ces dernières, le JKLF (Front de libération du Jammu et Cachemire) est peu pénétré par les idées islamistes. Là encore, la composante religieuse n'est qu'un facteur parmi d'autres, ne permettant pas à lui seul d'expliquer la géopolitique complexe de la région (Racine, 2002). Entre l'insurrection indépendantiste, la surenchère islamiste armée orchestrée par les services secrets pakistanais, et la répression massive menée par les forces indiennes, plusieurs dizaines de milliers de personnes furent tuées dans ce conflit, sans qu'aucune solution ne semble se dessiner à court terme.
- 17 Pour contrer ces forces centrifuges risquant de mener à la désintégration, le gouvernement de l'Union tente de maintenir un équilibre subtil entre fédéralisme et centralisation. En accordant une certaine autonomie aux différents Etats de l'Union, le gouvernement cherche à désamorcer les revendications régionalistes nées en réaction au centralisme excessif. Parallèlement, le traumatisme de la Partition ayant poussé les dirigeants à créer un Etat fort, garant de la stabilité et de la sécurité du pays, le gouvernement central n'hésite pas à envoyer l'armée contre les rebelles, que cela soit dans le Nord-Est ou au Cachemire. Mais l'unité nationale ne peut se maintenir par la force, et le gouvernement actuel semble réaliser que seul un effort de développement visant à résoudre les déséquilibres régionaux peut apporter une solution durable au

problème séparatiste. En témoigne le discours du Premier Ministre Manmohan Singh à l'occasion du 60^e anniversaire de l'Indépendance⁶.

2.2. L'idéologie de l'*Hindutva* et la poussée du communalisme

- 18 Après la Partition, les musulmans restés en Inde se trouvèrent affaiblis numériquement, mais aussi d'un point de vue socio-économique. Ne formant plus que 10 % de la population, contre près de 85 % d'hindous, ils avaient perdu une grande partie de leurs élites, celles-ci ayant choisi de s'établir au Pakistan. Leur sous-représentation dans l'administration et dans les autres instances du pouvoir s'explique historiquement par cette amputation, mais également par le fait que la communauté musulmane, très présente dans les métiers de l'artisanat et du petit commerce, n'a pas investi massivement dans l'éducation ni la recherche des carrières, peut-être par crainte de discrimination dans les emplois tertiaires. Elle souffre également de l'inadaptation des établissements d'enseignement musulman et du déclin de sa langue littéraire, l'ourdou.
- 19 Selon Marc Gaborieau, la plupart des émeutes interconfessionnelles post-indépendance ont eu lieu dans les villes où les artisans musulmans connaissaient une nouvelle prospérité et concurrençaient de ce fait les marchands hindous traditionnels. « Cette compétition meurtrière se voit même jusque dans les murs de la vieille Delhi, où les commerçants hindous qui règnent en maîtres supportent mal l'arrivée de musulmans sur leur chasse gardée, et dans le vieil Hyderabad, où l'on n'aime guère voir les musulmans enrichis dans le Golfe chercher à réinvestir leurs anciens quartiers aristocratiques » (Gaborieau, 2006). Ces réalités socio-économiques et leur rôle dans le développement du communalisme ont tendance à être occultées par l'idéologie de l'*Hindutva* ou « hindouité », selon laquelle l'hindouisme est le véritable ferment de l'unité nationale.
- 20 Souvent accusés de manque de loyauté vis-à-vis de la nation indienne, les musulmans se voient généralement contraints d'adopter une attitude prudente, voire un profil bas. Ils subirent d'abord passivement la campagne d'Ayodhya, ville d'Uttar Pradesh où les nationalistes hindous voulaient construire un temple sur le lieu de naissance mythique du dieu Ram, à la place de Babri Masjid, une mosquée vieille de 400 ans. Cette campagne d'intimidation, orchestrée par l'Association Hindoue Universelle (VHP), fondée en 1964 sous l'impulsion du RSS, principale organisation militante hindoue, fut largement encouragée par le BJP, parti conservateur anti-musulman. La destruction de Babri Masjid en décembre 1992 provoqua la colère des extrémistes musulmans qui organisèrent en représailles une série d'attentats terroristes, tuant plusieurs centaines de personnes. Dix ans plus tard, le massacre de plus d'un millier de musulmans au Gujarat, avec la complicité du gouvernement BJP au pouvoir, mit une fois encore les fondements sécularistes de la démocratie en péril.

2.3. La persistance du castéisme

- 21 Au sein même de la communauté hindoue, le « castéisme » constitue le principal facteur de division et d'affrontement, même si l'identité et l'esprit de caste se doublent parfois très nettement d'une appartenance de classe. Les conflits de caste en milieu rural peuvent s'interpréter à la lumière de cette double appartenance. Les exactions perpétrées contre les Intouchables sont bien souvent le fait de propriétaires fonciers de haute caste, cherchant à écraser les révoltes de leurs ouvriers agricoles Dalit. Si l'intouchabilité fut abolie *de jure* en 1950 par la Constitution, l'identité Dalit s'est trouvée de fait au centre de nouvelles mobilisations et de tentatives d'affirmation mal acceptées par les castes dominantes. Les massacres d'Intouchables en Andhra Pradesh dans les villages de Karamchedu en 1985 et de Chundur en 1991 ne sont que des exemples parmi d'autres d'un

antagonisme de caste exacerbé par la prise de conscience des Dalits et leur refus de l'oppression (Satyanarayana, 2005).

- 22 Les mesures de discrimination positive ont pu contribuer à la cristallisation des identités de caste, même si cet argument est surtout utilisé par les opposants de la politique des quotas. La Constitution garantit aux castes et tribus répertoriées des sièges réservés dans les assemblées élues et des emplois dans le secteur public, proportionnels au poids démographique de ces populations (respectivement 15 et 7,5 %). Au début des années 1990, le gouvernement décida d'étendre ces mesures aux autres classes défavorisées (*Other Backward Classes* ou OBC). Le rapport Mandal révélait en effet que les OBC, qui constituent 52 % de la population indienne, occupaient moins de 5 % des postes de la haute fonction publique. Pour corriger cette sous-représentation criante, le rapport préconisait de réserver 27 % des postes de l'administration pour ces catégories, ce qui provoqua la fureur des classes moyennes urbaines, majoritairement de haute caste. Celles-ci considéraient en effet la haute fonction publique comme leur chasse gardée, et exprimèrent leur mécontentement de manière parfois extrêmement violente⁷.
- 23 La colère des hautes castes, due à la perte de leur position hégémonique dans le service de l'Etat, s'apaisa à mesure que le pays s'ouvrait aux réformes économiques et que la libéralisation créait de nouvelles opportunités d'emplois dans le secteur privé. Cependant, la volonté du gouvernement actuel d'étendre les quotas pour OBC non seulement aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce, aux facultés de médecine, mais également aux entreprises privées, réveilla le mouvement étudiant contre les réservations. Avec la libéralisation de l'économie, la tendance des castes à s'ériger en *lobbies* n'a fait que s'accroître. Dans un contexte de mobilité sociale croissante, les castes agissent désormais comme des groupes de pression concurrents, entrant en compétition les uns avec les autres.

2.4. Croissance économique et exclusion de masse

- 24 1991 marqua le début de l'ère des réformes et de l'ouverture économique de l'Inde. Alors que sous le *License Raj* (« règne des autorisations ») le taux de croissance dépassait difficilement les 3 %, il est de 7 à 8 % en moyenne ces dernières années. Mais les slogans de « l'Inde qui brille », du géant économique émergent ou du pays qui crée le plus grand nombre de nouveaux milliardaires, oublient de mentionner les laissés-pour-compte de la croissance, c'est-à-dire l'immense majorité de la population.
- 25 Dans un pays de plus d'un milliard d'habitants qui forme chaque année le plus grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, 350 millions de personnes sont analphabètes, 260 millions vivent sous le seuil de pauvreté, 150 millions n'ont pas accès à l'eau potable, 50 % des enfants sont malnourris, et 75 % des villages n'ont pas accès aux soins de santé élémentaires (*The Hindu*, édition spéciale du 15 août 2007). Par ailleurs, le fossé entre les métropoles en pleine croissance et les campagnes où la crise agricole pousse les paysans pauvres au suicide ne fait que se creuser. Cette accentuation des inégalités socio-spatiales, qui semble aller de pair avec la croissance économique, compromet l'unité d'une nation dont de plus en plus d'Indiens se sentent exclus.
- 26 La poussée du « naxalisme » peut s'expliquer dans ce contexte. En 1967, les réformes agraires avortées avaient poussé des révolutionnaires maoïstes à prendre les armes à Naxalbari (Bengale Occidentale). Ce mouvement d'occupation et de redistribution de la propriété foncière, désormais connu sous le nom de naxalisme, s'est progressivement étendu à d'autres Etats où les populations tribales, spoliées de leurs terres, vivaient dans des conditions de pauvreté extrême. Aujourd'hui la guérilla naxalite affecte une vaste

ceinture de zones tribales, qui va du Bihar au Karnataka, en passant par le Jharkhand, le Chhattisgarh, l'Orissa et l'Andhra Pradesh. Le naxalisme est considéré comme le problème de sécurité intérieure numéro un par le gouvernement indien, qui n'hésite pas à employer la manière forte pour le supprimer.

- 27 Toutefois, conscients du rôle des inégalités dans le durcissement de la lutte armée, les dirigeants actuels admettent que « le défi à relever consiste à rendre la croissance socialement plus 'inclusive' et régionalement plus équilibrée »⁸ (discours du Premier Ministre lors de la célébration du 60e anniversaire de l'Indépendance). S'il est clair que ces quinze dernières années les bénéfices de la croissance furent captés, voire confisqués par une minorité de la population, que dire plus généralement de ces soixante ans d'indépendance ? Quels en furent finalement les grands bénéficiaires ?

3. Les grands gagnants de l'Inde indépendante 3.1. L'élite rurale des propriétaires fonciers

- 28 La formation d'une classe de paysans riches, issus des castes intermédiaires, est très nettement un phénomène de l'après-indépendance. Dans les années 1960, la Révolution Verte fut délibérément introduite dans des espaces déjà privilégiés, rassemblant les conditions agro-écologiques optimales (Punjab, deltas côtiers), et en s'appuyant sur les catégories de la population rurale les mieux dotées d'un point de vue socio-économique. Cette tentative de développement « par le haut » était censé faire « tâche d'huile » pour atteindre les régions moins favorisées, et créer un effet de « percolation sociale » au profit des paysans pauvres. En réalité, les grands bénéficiaires de la Révolution Verte furent les moyens et grands propriétaires, devenus paysans entrepreneurs et capitalistes (Patnaik, 1976).

- 29 Ces paysans enrichis appartenaient majoritairement aux « castes dominantes », que l'anthropologue Srinivas (1987) définit par la propriété de la terre, l'importance numérique, et la position relativement élevée dans la hiérarchie locale. Ces castes dominantes ne furent pas affectées par les réformes agraires, qu'elles détournèrent à leur profit ou qu'elles firent échouer grâce à leur influence locale et leurs connections dans les assemblées législatives régionales. Aujourd'hui ces paysans riches constituent un *lobby* suffisamment puissant pour qu'aucun gouvernement ne se risque à imposer une taxation des revenus agricoles. Dans l'Inde postcoloniale, la démocratie parlementaire et le développement du capitalisme dans l'agriculture furent, selon Barrington Moore (1966), les principaux ingrédients de la « révolution bourgeoise » dont sortirent vainqueurs les paysans-propriétaires en pleine ascension sociale.

3.2. Les industriels capitalistes et les milieux d'affaires

- 30 Sous la colonisation, le capitalisme indien naissant fut un soutien important du mouvement de libération nationale, dont la dimension protectionniste antibritannique servait les intérêts de la bourgeoisie. En outre, les industriels indiens étaient sensibles au fait que Gandhi rejetait la lutte des classes, un mot d'ordre qui allait à l'encontre de ses principes de non-violence et qui lui apparaissait comme un facteur de division non seulement sociale mais nationale. Après l'indépendance, l'industrie indienne se développa derrière les barrières protectionnistes d'un Etat interventionniste et tutélaire, dans le cadre d'une économie planifiée au niveau central. Le *License Raj* encouragea les pratiques illégales et la corruption, liant hommes d'affaires et bureaucrates.
- 31 Les réformes économiques tentèrent d'enrayer ces pratiques en facilitant les importations. Elles mirent par ailleurs l'accent sur les industries exportatrices, au nombre desquelles l'industrie informatique connut un véritable essor ces dernières années. Bien qu'avec la libéralisation un nombre non négligeable de multinationales se

soient installées en Inde, l'essentiel de l'appareil productif du pays reste entre les mains d'industriels et hommes d'affaires indiens, parmi lesquels on compte de plus en plus de milliardaires.

3.3. La classe moyenne urbaine : professions libérales et élite de l'Etat

- 32 La « *middle class* » indienne diffère de la notion de classe moyenne telle qu'on l'entend en Europe ou aux Etats-Unis. Il s'agit de classes urbaines aisées, minoritaires, que leur composition majoritairement de haute caste influence fortement. La classe moyenne indienne a toujours accordé une grande importance à l'éducation, considérée comme la clé de l'ascension sociale. Cette demande concernait essentiellement l'éducation supérieure, qui, sous la pression de ces milieux citadins aisés, connut un formidable développement dans l'Inde indépendante, tandis que l'Etat s'avérait incapable d'offrir une éducation de base à l'ensemble de sa population. Selon Amartya Sen, « les inégalités dans le domaine de l'éducation sont en réalité le reflet des inégalités entre les différents groupes sociaux en termes de pouvoir économique et d'influence. Les inégalités d'accès à l'éducation contribuent en retour à perpétuer les inégalités sociales » (Drèze, Sen, 1997). Certains analystes vont jusqu'à affirmer que l'élite éduquée fit délibérément en sorte de maintenir la masse de la population dans l'illettrisme afin de rehausser leurs « profits de rareté »⁹.
- 33 Cette classe moyenne urbaine a largement investi dans les professions intellectuelles et libérales, ainsi que dans le service de l'Etat. Les stratégies familiales consistent généralement en des « placements » judicieux de la progéniture, en envoyant par exemple un enfant dans une école d'ingénieurs ou de médecine, et un autre dans la haute fonction publique. Malgré la politique de discrimination positive au profit des catégories défavorisées, la classe moyenne urbaine continue d'être surreprésentée dans la bureaucratie. Deux-tiers des membres de l'*Indian Administrative Service* en sont issus, alors que la population indienne est rurale à 72 %.
- 34 « *The great Indian middle class* », pour reprendre le titre ironique de l'ouvrage de Pavan Varma, tend à adopter les modèles de vie nord-américains. Les *gated communities* sont devenues un phénomène de plus en plus visible dans le paysage urbain de villes « high-tech » comme Bangalore ou Hyderabad. Selon Varma (1999), la « sécession des riches » constitue un grave danger pour la cohésion de la société indienne. En ignorant les besoins élémentaires des catégories défavorisées, la classe moyenne court le risque de s'aliéner un peuple privé des bénéfices de la croissance, dont les frustrations accumulées ne peuvent que déboucher sur une instabilité politique croissante et des conflits sociaux violents.

Conclusion

- 35 Au regard de ces soixante ans d'indépendance de l'Inde, le slogan de « l'unité dans la diversité » apparaît comme un cliché trompeur qui met l'accent sur la diversité pour ne pas évoquer les inégalités. Or celles-ci constituent la seule véritable menace pour l'unité nationale. La diversité n'a jamais été un problème, mais une richesse. Les identités ethniques, religieuses ou de caste ne deviennent exclusives et ne s'expriment de manière violente que lorsqu'elles sont niées ou exploitées à des fins partisans. Dans son discours du 15 août 2007, le Premier Ministre Manmohan Singh prononça le mot « unité » près d'une dizaine de fois. S'il est vrai que l'Inde reste malgré tout une démocratie, et qu'elle ne s'est pas démembrée, ce constat ne doit pas occulter le sens profond des conflits qui déchirent la société indienne.

- 36 L'accession de l'Inde à l'indépendance suscita des espoirs immenses. Les idées de modernité, de démocratie et de développement firent irruption dans un pays où la sujétion, voire l'humiliation du plus grand nombre demeuraient la règle. Mais très vite les désillusions d'un peuple privé des bénéfices de sa victoire se muèrent en ressentiment contre les élites, qui seules semblaient avoir récolté les fruits du mouvement d'indépendance. Après avoir imposé leur hégémonie sur l'appareil économique et l'appareil d'Etat, les classes dominantes s'efforcèrent d'apaiser la contestation en niant les conflits d'intérêts et en promettant des lendemains meilleurs. Mais les clivages de fond demeurent et apparaissent aujourd'hui au grand jour. Ni la mystique de l'unité nationale, ni l'idéologie consensuelle du développement ne sauraient les masquer.

BIBLIOGRAPHIE

- Azad M.A.K., 1988. *India wins Freedom*. Madras, Orient Longman, 283 p.
- Bardhan P., 1984. *The Political Economy of Development in India*. Delhi, Oxford University Press, 118 p.
- Bhaumik S., 2004. Ethnicity, Ideology and Religion : Separatist Movements in India's Northeast, in Limaye S.P. (éd.), *Religious Radicalism and Security in South Asia*. Hawaii, Asia-Pacific Center for Security Studies, 525 p.
- Chandra B. et al., 1989. *India's Struggle for Independence, 1857-1947*. Delhi, Penguin Books, 600 p.
- Desai A.R., 2005 (Golden Jubilee ed.). *Social Background of Indian Nationalism*. Bombay, Popular Prakashan, 476 p.
- Dirks N.B., 2001. *Castes of Mind. Colonialism and the Making of Modern India*. Delhi, Permanent Black, 372 p.
- Drèze J., Sen A., 1997. *Indian Development. Selected Regional Perspectives*. Oxford, Clarendon Press, 448 p.
- Gaborieau M., 2006. Les musulmans de l'Inde : une minorité de 140 millions d'âmes, in Jaffrelot C. (dir.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Paris, Fayard-CERI, 969 p.
- Harrison S., 1960. *India, the Most Dangerous Decades*. Madras, Oxford University Press, 350 p.
- Irschick E.F., 1969. *Politics and Social Conflict in South India. The Non-Brahman Movement and Tamil Separatism, 1916-1929*. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 414 p.
- Jaffrelot C., 1998. *La démocratie en Inde. Religion, caste et politique*. Paris, Fayard, 321 p.
- Jaffrelot C., 2005. *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique, 1885-2005*. Paris, Fayard, 594 p.
- Landy F., 2002. *L'Union Indienne*. Nantes, Editions du Temps, 287 p.
- Moore B., 1966. *Social Origins of Dictatorship and Democracy. Lord and Peasant in the Making of the Modern World*. UK, Penguin Books, 559 p.
- Nehru J., 1946 (1^{re} éd.). *The Discovery of India*. Calcutta, The Signet Press, 582 p.

- Patnaik U., 1976. Class differentiation within the peasantry : an approach to analysis of Indian agriculture. *Economic and Political Weekly*, vol.XI, n° 39, A 82-101.
- Pouchepadass J., 2000. Les subaltern studies ou la critique postcoloniale de la modernité. *L'Homme*, n°156, p. 161-186.
- Racine J.-L., 2002. *Cachemire : au péril de la guerre*. Paris, Autrement, 128 p.
- Satyanarayana A., 2005. *Dalits and Upper Castes. Essays in Social History*. New Delhi, Kanishka Publishers, 260 p.
- Srinivas M.N., 1987. *The Dominant Caste and Other Essays*. Delhi, Oxford University Press, 195 p.
- Varma P.K., 1999. *The Great Indian Middle Class*. New Delhi, Penguin Books, 232 p.

NOTES

1. Cet anglicisme (*secular*) ne peut réellement se traduire par « laïque » puisqu'il ne s'agit pas d'une séparation de la religion et de l'Etat mais d'une reconnaissance de toutes les religions par l'Etat.
2. Réformes Morley-Minto de 1907.
3. Alors désignés par l'administration comme *Depressed Classes*, puis *Scheduled Castes*, Gandhi préféra les appeler Harijans (« enfants de Dieu »). Aujourd'hui ces castes se désignent elles-mêmes comme Dalits (« opprimés »).
4. Le terme *communalism* (« communautarisme ») est utilisé en Inde pour désigner le sentiment exclusif d'appartenance religieuse qui débouche sur le rejet, parfois violent, des communautés de confession différente.
5. « L'Inde court le risque de se désintégrer en plusieurs petites nations totalitaires », Suniti Kumar Chatterji, *Minority report*, 1957 (cité dans Harrison, 1960).
6. « We want to bring greater prosperity to the less developed regions of our country, especially the North-Eastern region and Jammu and Kashmir. This is our solemn commitment (...). We are investing in better infrastructure and connectivity in the North-eastern States. In Jammu and Kashmir, our long-term development plan is bringing new investment to all the three regions of the State. Grassroots democracy has taken deep roots in the State and the Roundtable discussions have opened new avenues for reconciliation and development » (*The Hindu*, édition spéciale du 15 août 2007).
7. Plusieurs étudiants de haute caste s'immolèrent publiquement par le feu en signe de protestation.
8. « The challenge before us is to make the growth process more socially inclusive and regionally balanced ».
9. « In a country where the overwhelming majority are illiterate or drop-outs at the primary education level, the educated elite enjoy a high scarcity value for their education and profession. By managing to direct educational investment away from the masses, they have been able to protect their scarcity rent » (Bardhan, 1984).

RÉSUMÉS

Après 60 ans d'indépendance, l'Inde se félicite d'incarner « l'unité dans la diversité ». Si les institutions démocratiques, les efforts de développement et la politique de discrimination positive ont favorisé le processus d'intégration nationale, la rhétorique de l'unité indienne, née du mouvement de libération, ne permet pas d'appréhender correctement les facteurs de division engendrés par les inégalités sociales et régionales. Les identités ethniques, religieuses et de caste, exploitées à des fins partisans, sont à l'origine de conflits parfois violents. La persistance de l'exclusion de masse en dépit de la croissance économique tend à prouver que seules quelques catégories privilégiées de la population ont su réellement bénéficier de l'accession à l'indépendance.

After 60 years of Independence, India is projecting herself as a symbol of « unity in diversity ». Though the democratic institutions, the developmental efforts and the policy of reservations have promoted national integration, the rhetoric of Indian unity, rooted in the freedom movement, tends to ignore the factors of divisiveness created by social and regional inequality. Ethnic, religious and caste identities, which are used for partisan ends, are often leading to violent conflicts. The continuing exclusion of the masses in spite of economic growth tends to prove that the benefits of Independence have been cornered by a few sections of the population.

INDEX

Mots-clés : Inde, indépendance, unité nationale, inégalités

Keywords : India, Independence, national unity, inequality, exclusion

AUTEUR

DALAL BENBABAALI

Benbabaali Dalal (dbenbabaali@hotmail.com) est doctorante, AMN (Allocataire-Monitrice Normalienne) au laboratoire Gecko de l'Université de Paris X-Nanterre. Elle a deux publications en cours : « Les élites de la haute fonction publique indienne : entre administration locale et intégration nationale », Autrepart, Variations et « Les conflits de caste en Andhra côtier (Inde du Sud) », in Baixas L. et al., Conflit, négociation, coopération. Méthodes et enjeux pour aborder les rapports sociaux en Asie du Sud, Aux Lieux d'Etre, Collection Document.